(N^o 69.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 6 AVRIL 1922

Proposition de Loi modifiant l'article 37 de la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

L'article 37 de la loi du 24 juillet 1921 fixe à six mois à partir de sa publication, ce sous peine de déchéance, le délai pour l'introduction devant les tribunaux des dommages de guerre des demandes en réparation.

L'alinéa final de cet article dit : « Toutefois, les tribunaux des dommages de guerre pourront pendant un second délai de six mois, relever de la déchéance, pour empêchement justifié. »

Il est à craindre que ce délai ne soit insuffisant, surtout dans les régions du pays où, par suite de l'état de dévastation, le rapatriement des populations n'a pu être assuré à ce jour. Beaucoup de sinistrés se trouvent encore à l'étranger et il serait inadmissible que l'inobservance involontaire du délai fixé par la loi puisse les frapper de déchéance.

D'autre part, il est désirable d'éviter les prorogations successives des délais.

C'est pourquoi, il nous a paru nécessaire de ne pas lier les tribunaux par un délai, mais de leur accorder le droit de relever, *en tout temps*, de la déchéance pour motif justifié.

ERNEST NOLF.